

## APRES LA TENUE DE DEUX CONGRES PARALLELES

# Le MDS s'offre à l'arbitrage administratif

**La crise organique qui gangrène le MDS depuis près d'une année n'a pas connu son épilogue ce week-end, à l'occasion du congrès du parti préparé et organisé par l'aile Ahmed Meliani et auquel le courant Hocine Ali a vainement tenté de se greffer. La fracture entre les «camarades» d'hier s'est irrémédiablement élargie, enrayant toute possibilité de conciliation et de réconciliation. Désormais, le parti légué par feu Hachemi Cherif, fractionné aujourd'hui en deux entités se prévalant chacune du sigle MDS, est habilité à subir, à l'instar du FLN et du MRN auparavant, un arbitrage administratif et juridique.**

**Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir)** - Le siège central du mouvement démocratique et social était jeudi singulièrement animé. Deux congrès, parallèles, s'y sont en même temps tenus. Ahmed Meliani et ses camarades tenaient conclave organique dans l'enceinte de la grande salle de conférences, pendant que Hocine Ali et ses partisans occupaient, eux, la longueur du couloir. Ces derniers ont dû se résigner à occuper ce pan d'espace libre pour conduire les travaux de leur propre congrès, après que leurs «camarades» de l'autre bord leur ont signifié qu'ils n'étaient pas les bienvenus. «Il est pour le moins déraisonnable qu'ils débarquent le jour du congrès et postulent à une participation, d'autant qu'ils ont fait la sourde oreille à notre appel de décembre 2006 pour, s'ils le désiraient, formaliser leur participation», expliquait jeudi après-midi, lors d'un bref point de presse, Ali Oumellal, membre du bureau du congrès version Meliani. Il est vrai, en effet, que l'idée première de Ali Hocine et ses partisans était de «tenter» un dépasement de la crise organique et politique qui secoue le parti à travers une participation au congrès organisé par l'aile Meliani. La tentative s'est avérée des plus vaines, puisque Meliani et ses camarades sont demeurés intransigeants quant à ne pas laisser leurs rivaux altérer les travaux de leur congrès. «Il y a eu, après avril dernier, deux proces-

sus parallèles et distincts. D'un côté comme de l'autre, l'ambition était de tenir un congrès. Nos camarades, faute d'avoir pu tenir le leur, après quelques tentatives, ont entrepris de se battre sur notre congrès pour y prendre part», ajoutait encore Ali Oumellal pour lui ceux qui ont improvisé un congrès parallèle dans l'enceinte même du siège du parti «ne sont qu'un conglomérat d'individus, parmi lesquels figurent quelques militants du MDS. D'ailleurs, ce matin même, deux dirigeants de l'UNJA se sont présentés au siège pour prendre part au congrès». Le lendemain, soit vendredi, un groupe de sept congressistes — congrès version Hocine Ali —, des étudiants, ont déposé une lettre de démission collective, en guise de contestation d'un étudiant élu aux instances dirigeantes alors que, selon eux, il était étranger au parti.

### La question électorale : le point de discord

Il n'est un secret pour personne : la ligne de fracture au sein du MDS est soulignée par la question des élections et de l'attitude à y observer. Du temps de feu Hachemi Cherif, lorsque le consensus autorisait la prise de décision, la non-participation aux consultations électorales relevait quasiment du sacerdoce. Meliani et ses camarades persistent à estimer qu'il faille reconduire une telle attitude, puisque les motifs politiques, institutionnels et sécuri-

taires, entre autres, qui l'ont suggéré demeurent. Cette analyse n'agréa pas le clan rival incarné par Hocine Ali qui, lui, considère qu'il faille revoir la position du parti par rapport aux élections, à la lumière des évolutions intervenues. Hocine Ali et ses compagnons plaident d'ailleurs ouvertement pour une participation aux prochaines législatives et locales.

La décision est même prise. «Nous devons désormais nous concentrer sur l'échéance électorale du 17 mai prochain», lâchait Yacine Tegua qui consentait un effort discursif à convaincre les congressistes de la pertinence de l'approche adoptée.

Il semble même que les préparatifs pour entrer dans la bataille électorale ont déjà été entamés. «Nous serons sur des listes de rassemblement démocratique», avouait encore Tegua.

Cette affirmation corrobore ce que la rumeur et les «on dit» ont véhiculé quant à une association de ce courant du MDS dans une entreprise d'alliances électorales. Ces alliances électorales seraient-elles, en réalité, le minimum commun sauvegardé de l'inoubliable consensus démocratique tenté l'été dernier et qui se proposait d'aider le président Bouteflika à sortir de son face-à-face avec les islamistes ?

Encore réfractaire à même l'idée de participer à une élection tant ne sont pas intervenus certains considérants que le MDS a sérié, l'aile Meliani estime que Hocine Ali et ses partisans «ont le droit d'aller aux élections mais n'ont pas le droit d'entraîner le MDS dans cette aventure». Pour eux, contrairement à ce dont les accablent leurs rivaux, à savoir qu'ils se sont structurés en courant anti-élections, la non-participation aux consultations électorales «n'est pas une répétition mécanique d'une position dogmatique».

### L'inévitable arbitrage administratif et juridique

Au point où en sont arrivées les choses au MDS, l'arbitrage du ministère de l'Intérieur ou sinon du tribunal est inévitable. Chacune des deux factions qui se prévalent du sigle du parti, leurs congrès tenus, déposera son dossier auprès des services concernés de l'Intérieur.

Ce dernier aura forcément soit à valider un congrès au détriment de l'autre ou alors rejeter les deux dossiers, sinon enfin solliciter une décision de justice. Les deux fractions du MDS ont conscience du risque encouru mais elles semblent résignées, chacune d'elles, à cet arbitrage extérieur. «Nous n'irons pas, de notre propre chef, solliciter un arbitrage d'une quelconque autorité. Ce dernier, on le sait, se fera en fonction d'intérêts politiques. Mais aujourd'hui, on devra subir cet arbitrage malgré nous», affirmait Ali Oumellal pour qui l'organisation du congrès «est un défi, pour nous-mêmes d'abord et pour l'opinion ensuite. Le MDS avait besoin de ce congrès pour ébaucher une sortie de crise. Ça prendra beaucoup de temps mais c'est possible». Le courant Hocine Ali est conscient également de cette nouvelle réalité pour le MDS. Yacine Tegua le dit clairement : «Nous allons devoir désormais mener une bataille juridique au lieu des luttes organiques.»

### Ahmed Meliani et Hocine Ali confirmés dans leurs fonctions de SG

Ahmed Meliani a été élu hier secrétaire général du MDS par le bureau politique du parti, instance issue du conseil national de 51 membres (extensibles à 71) élu jeudi. De son côté, Hocine Ali a été élu secrétaire général du MDS jeudi par acclamation du congrès, l'autre congrès qui a également élu un conseil national de 61 membres et de 5 suppléants.

S. A. I.

## 10<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DU RND

# Le secrétariat de la wilaya d'Alger rend hommage à Benhamouda

**Le secrétariat RND de la wilaya d'Alger a célébré, jeudi dernier, à la Maison du Peuple, le dixième anniversaire de la création de ce parti. Les militants de la capitale ont également rendu hommage à Abdelhak Benhamouda**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - La salle de conférences de la Centrale syndicale était comble, jeudi après-midi, à l'occasion de la célébration de ce double événement. Selon les organisateurs, près de 3500 militants et sympathisants du RND ont assisté au meeting animé par Sedik Chihab,

secrétaire de la wilaya d'Alger du RND. «Nous sommes aujourd'hui réunis pour célébrer le dixième anniversaire de notre parti.

Nous sommes également ensemble pour rendre hommage au martyr Abdelhak Benhamouda qui a donné sa vie pour que l'Algérie reste debout. Nous devons donc rester fidèles à sa mémoire mais aussi à celle de tous les martyrs que sont Djilali Liabès, Hadi Flici, Abdelhafid Senhadri», a expliqué Chihab. Revenant sur la création du RND, il dira que celui-ci a vu le jour «pour

protéger la Nation». «On reproche à notre formation d'être née avec des moustaches. Eh bien, les hommes qui l'ont créée sont fiers de ces moustaches car ce sont ceux qui ont dit non à Sant'Egidio et au terrorisme au moment où il n'y avait aucune force politique capable d'affronter l'obscurantisme. Le RND a été créé pour mettre fin à la gestion négative subie par les Algériens depuis l'indépendance», indiquera-t-il, non sans égratigner son «allié», le FLN. Chihab reviendra une nouvelle fois à la charge en abordant la question des légis-

latives de mai prochain. «En 1997, les élections étaient en notre faveur, et quoi que l'on puisse dire, nous n'avions pas fraudé à cette occasion. En 2002, c'était à leur (le FLN) tour de prendre le dessus. Cette fois-ci, nous devons leur rendre la pareille». Il tentera par la suite de justifier le choix de son parti de soutenir le projet de «réconciliation nationale» de Bouteflika. «Nous ne sommes pas des bêtisiers, nous avons soutenu ce projet de notre plein gré, nous avons répondu spontanément.»

T. H.

## AMARA BENYOUNES A PARTIR DE CONSTANTINE :

# «Belkhadem m'empêche de dormir»

«Il faut éloigner le FLN de la scène politique pour pouvoir sortir du marasme. Son retour aux commandes du pays et le discours arrogant de ses dirigeants m'empêchent de dormir. Le pouvoir s'islamisme de plus en plus de par l'alliance qui se noue entre le FLN et le MSP contre le RND au sein même du triumvirat de la coalition présidentielle. Cette dernière qui ne s'est entendue que sur la lutte anticorruptive a bloqué toutes les réformes initiées par le président Bouteflika. La nomination de Belkhadem à la tête du gouvernement est un recul pour la République. Cet homme est l'un des acteurs de la conférence de Rome en 1992 à côté du désormais repentant Anouar Heddami. Il pronait le «qui tue qui?» qui décrédibilisait l'armée algérienne et blanchissait les terroristes islamistes sur le plan international». Propos au vitriol du secrétaire général de l'Union démocratique républicain (UDR), M.Amara Benyounes, qui s'est verbeusement attaqué au chef du gouvernement et leader du FLN, M.Abdelaziz Belkhadem lors de la réunion qu'il a tenue, jeudi dernier, à Constantine avec les cadres des fédérations de l'Est de sa formation. Le patron de l'UDR a expliqué aux militants de l'Est, la stratégie de son parti en perspective de l'échéance électorale du 17 mai prochain. «Nous allons participer dans les prochaines législatives par des listes communes avec

d'autres formations politiques du pôle démocrate», a-t-il indiqué. Et de justifier cette optique par la nécessité de se constituer en force politique influente pour barrer la route à la mouvance islam-conservatrice qui se compose, d'après lui, du FLN, du MSP, du PT, des dissidents du MNR et des «petits» d'Ennahdha. «Je crois que la faiblesse de la classe politique en Algérie se situe dans l'absence de la culture du compromis et c'est pour cela qu'il faut y aller avec des compromis», insistera-t-il. Il dévoilera à ce titre, le résultat d'une entente conclue avec des partenaires politiques et d'autres structures de la société civile portant constitution d'un seul parti politique pouvant juste après ces joutes électorales et ce, quel que soit le score réalisé par l'UDR et ses alliés démocrates étant donné que cette toute première participation n'est qu'un ballon d'essai qui permettra de mesurer le poids de la présence du parti sur le champ politique du pays. «Nous avons entamé les négociations depuis des années. Maintenant, les choses sont mûres et le texte d'une convention est en train de se rédiger», a déclaré Benyounes sans préciser qui sont les partenaires de son parti. Il a cependant écarté toute éventualité d'alliance avec le FFS, le RCD et le MDS lesquels, selon l'orateur, «en plus de leurs situations organiques catastrophiques, ont empêché la constitution d'un

pôle démocrate unifié à cause des histoires de leadership. S'ils se rapprochent à Bouteflika de vouloir briguer un 3ème mandat, qu'ils organisent d'abord l'alternance à l'intérieur de leurs partis dont certains sont à la fin d'un 5<sup>e</sup> mandat» a-t-il commenté en citant Abi Ahmed, SG du FFS qui contrôle le parti depuis sa création. Amara Benyounes a exhorté les militants de l'UDR à une reprise organique rapide pour pouvoir confectionner les listes des candidats du parti. A ce sujet, il a insisté sur le fait de choisir les meilleurs parmi eux et de joindre des CV bien détaillés qui portent le maximum de renseignements sur le candidat pour permettre aux guides du parti de bien négocier leurs chances avec les autres partenaires politiques et ce, avant le 5 mars prochain. Et d'inviter les militants d'assumer la réponse du conseil national parce qu'il aura certainement des déceptions. Il exhortera par ailleurs ses partisans de se démarquer des histoires d'ancienneté car, à ses yeux, le meilleur n'est pas forcément l'ancien ou le moins jeune. M.Benyounes qui se revendique «centriste» de par ses positions vis-à-vis du programme de Bouteflika, c'est-à-dire et selon ses termes, «ni du bœuf qui — ou comme le FLN, le MSP et le RND, ni du bœuf Non — Non comme le RCD et le FFS », a salué les généraux qui ont arrêté le processus électoral en 1992. «Ils ont sauvé la

République» a-t-il expliqué. Paradoxalement, il a réitéré sa position favorable au projet de la réconciliation nationale, «nous avons voté pour la charte de la paix et de la réconciliation nationale, car il n'y a pas une autre solution pour éradiquer le terrorisme» a-t-il justifié. Amara Benyounes qui a traité Djaballah d'intégriste, s'est posé la question : «à qui servent les démocrates en Algérie ?». En effet, il reproche à ces derniers leur absence sur le terrain, ce qui a favorisé à ses yeux, l'émergence du courant islamiste. «Les islamistes sont au pouvoir, ils sont à l'opposition légale à l'intérieur des institutions républicaines mais également dans les groupuscules terroristes dont le GSPC qui a intégré la nébuleuse de Ben Laden» dira-t-il. Benyounes reconnaîtra que l'Algérie n'a pas encore fini avec le terrorisme et stigmatisera par conséquent les défenseurs de la levée de l'état d'urgence en les invitant à sortir du Club des pins, de remettre leurs voitures blindées et de se séparer de leurs gardes du corps. Le SG de l'UDR qui mise beaucoup sur les 8 sièges qu'elle électoral de l'émigration, réfute l'éventualité de la fraude. «Tant pis pour nous si le parti n'a pas pu contrôler le scrutin parce que, si nos militants se présentent en force le jour des élections personne ne peut tricher», a-t-il conclu.

Lyas Hallas

## SOLTANI TRACE LA NOUVELLE CARTE POLITIQUE ET DECLARE :

# «Fin le temps du parachutisme politique»

**Sortir grand vainqueur des élections législatives de 2007 est le serment que fait Aboudjerra Soltani et pour lequel il affiche un optimisme s'il est injustifiable pour les uns, il le restera délateur pour les autres. Le MSP se jette avec toutes ses forces dans la course pour arracher des sièges à l'APN et prétendre à des portefeuilles ministériels et pourquoi pas au poste de chef de gouvernement qui devrait revenir au parti majoritaire. Un rêve qui n'a jamais cessé de caresser l'esprit d'Aboudjerra Soltani malgré toutes ses erreurs de parcours.**

**Ithem B. Tir -Alger (Le Soir)** - Le président du Mouvement de société pour la paix n'a pas hésité de marquer son optimisme quant à la participation de sa formation dans les élections législatives du 17 mai. Il se vante d'ailleurs d'être le seul parti dépassant le cap de préparation des délicates listes électorales qui seront du ressort des conseils consultatifs des wilayas et que la direction du parti ne pourra jouer qu'un rôle de superviseur. C'est ce qu'il a encore une fois réitéré jeudi dernier face à l'occasion du deuxième colloque des conseils consultatifs des wilayas du centre. Une rencontre initiée pour apporter les dernières retouches concernant les dernières recommandations du conseil consultatif national tenu le fin du mois de janvier 2007. Le rendez-vous électoral est décisif pour le MSP qui n'a pas oublié la défaite du 30 mai 2002. A l'époque, rappelle-t-on, le parti de cheikh Nahnah s'est vu relégué à la quatrième position, loin derrière la nouvelle formation de Abdallah Djaballah. En tout cas, le leader de HMS compte bien entrer ce «mauvais souvenir» à la faveur des prochaines élections mais aussi et surtout démontrer que le parti était «réellement lésé» et victime d'un scrutin truqué.

Pour ce, Aboudjerra Soltani a donné la nouvelle configuration de la carte politique à la faveur de ce rendez-vous électoral. «Il y aura cinq courants qui se disputent le terrain. Le premier est le courant des partis sous la tutelle «des partis qui ne peuvent activer que sous une tutelle politique, administrative ou médiatique» explique le président du MSP, allusion faite au RND. «Le deuxième, c'est le courant des partis accaparant l'héritage historique commun» a-t-il ajouté en fustigeant le FLN et le FNA. Quant au troisième courant, c'est celui des partis en hibernation et qui ne «surgissent qu'au moment des élections même avec les listes de candidats libres». En quatrième position, on retrouve, «les partis qui ne fonctionnent que par les fax» et qu'Aboudjerra Soltani appelle «ouled el houma», ces derniers ne subsistent qu'à travers les critiques de l'alliance sans proposer de programme et dans ce cas, il vise bien entendu le FFS en premier lieu. Enfin, le cinquième courant, selon la vision de HMS, est attribué aux partis présents de manière continue sur le terrain et auquel il appartient. Dans sa lecture pour le champ politique, Aboudjerra Soltani ne s'est pas gêné auprès de ses partenaires de l'Alliance présidentielle. Aujourd'hui, son premier souci est de s'affirmer comme la principale et l'incontournable force politique islamiste en Algérie même s'il déclare «nous ne sommes pas un parti religieux. Nous sommes un parti démocratique avec un entendement islamique». Le MSP excelle dans l'art de la «propagande» pré-électorale et verse dans le populisme. Il appelle à la non-politisation de l'école, de la mosquée, de la caserne et de l'administration.

I. T.